

“J’appelle les francophones à ne plus me criminaliser”

L’interview politique

“A la N-VA, il y a aussi des hommes de gauche. Le nationalisme n’est pas une idéologie. C’est un principe qui transcende les courants politiques.”

■ Theo Francken (N-VA), le secrétaire d’Etat à l’Asile et à la Migration, en a assez d’être traité de “raciste” et de “nazi”.

■ Il demande à l’opposition francophone d’arrêter ces attaques et de parler du fond.

Entretien Frédéric Chardon et Sarah Freres

Faire l’interview de Theo Francken est presque une épreuve physique. Tantôt, il tape du poing, éclate de rire, s’affale sur sa chaise. Tantôt, il s’apaise, s’enfonce dans sa réflexion, pèse chaque mot qu’il utilise avec un plaisir évident. Il ne faut pas sous-estimer le probable futur président de la N-VA après 2019 : cet animal politique sait jongler avec les idées et connaît ses dossiers sur le bout des doigts. Il revient sur l’actualité tendue de ces derniers jours : de sa caricature en soldat allemand au référendum catalan.

Jusqu’à présent, votre politique s’est surtout focalisée sur les rapatriements, les centres fermés. On a récemment beaucoup parlé de la collaboration avec le Soudan. Mais, pour faciliter les retours, des accords ont aussi été signés avec d’autres pays qui ne sont pas non plus de grandes démocraties...

Il y a beaucoup de régimes dont on peut douter, de pays où les droits de l’homme ne sont pas respectés. A ce moment-là, on ne peut pas parler avec le Maroc non plus. Quand je vois les rapports de Human Rights Watch, d’Amnesty International, je ne peux que constater ces violations. Dans toute l’Afrique, au Moyen-Orient... Presque dans le monde entier, en fait. Mais je suis un homme de la realpolitik, du pragmatisme.

Vous maintenez la ligne de conduite que vous avez fixée avec le Soudan ? A savoir qu’une collaboration est possible, même avec des régimes plus que douteux.

Oui, comme tous mes confrères européens. Même la Suède, qui a un gouvernement gauche-vert, l’a fait. J’ai toujours dit qu’il fallait signer des accords avec les pays importants en termes de migration. L’Algérie et la Tunisie sont mes priorités pour les prochains mois. On fait des efforts diplomatiques immenses dans les coulisses pour y arriver.

Qu’est-ce qui bloque ?

Premièrement, aucun pays n’est jamais emballé à l’idée de récupérer ses propres ressortissants qui sont ici, en prison ou connus de la justice. Ils ne sont pas super-intéressés... Deuxièmement, s’ils signent avec nous, ils doivent signer avec d’autres pays.

Dans une interview accordée à “La Libre” il y a quelques mois, vous aviez dit : “Je ne peux pas parler avec des pays comme l’Iran ou le Soudan”, en raison de la nature de leurs régimes. Et pourtant...

Je veux bien parler avec l’Iran. C’est nécessaire d’avoir des rapatriements vers ce pays. Il y a beaucoup d’Iraniens illégaux en Belgique, surtout à Zeebrugge. C’est un grand problème parce qu’ils ne reprennent personne. Pour le Soudan, oui, j’ai dit ça. Mais à ce moment-là, il n’y avait que 22 personnes. 22. Maintenant, on a plus de 300 Soudanais au parc Maximilien. Entre avril et août, on est passé de 22 à 300. Et ça, ça change tout ! Quand on parle de quelques personnes, ce n’est pas une priorité. D’autant que ce n’est pas évident de négocier avec l’ambassadeur du Soudan. Je ne le fais pas pour mon plaisir. Mais quand il y a 300 personnes et que Bruxelles commence à ressembler à un deuxième Calais...

L’opposition a fortement critiqué les opérations de police dans ce contexte.

L’opposition et les Jeunes Ecolo disent qu’on fait des rafles. Moi je fais des rafles ? Avec des quotas ? Il n’y a pas de quotas ! Et qui fait les “rafles” ? Ce sont des actions de la police de Bruxelles. Qui donne l’ordre de faire ça ? C’est moi ? C’est Jan Jambon ? Non, c’est Philippe

Close, le bourgmestre PS de Bruxelles. Et je suis très content qu’il fasse ça. Lui, il prend ses responsabilités. Avec Yvan Mayeur, ça aurait été plus difficile. Mais M. Close, c’est un homme rationnel.

Vous avez déposé plainte mardi à la police contre la caricature des Jeunes Ecolo vous déguisant en soldat allemand de la Seconde Guerre mondiale. Qu’est-ce que vous avez ressenti en vous voyant déguisé en “nazi” ?

Je ne pensais pas que c’était vrai. Ni que ça venait d’un parti politique. J’étais à New York lorsque quelqu’un m’a envoyé cette caricature. Quelques minutes plus tard, on m’a dit que c’était vraiment vrai, qu’ils avaient construit ça. Je me suis dit ‘wow, ça va très très loin’. C’est la criminalisation d’un homme politique. Il faut être très vigilant. Je ne suis pas d’accord quant au comportement de l’opposition à mon égard du côté francophone. En Flandre, aucun homme ou femme politique ne m’a dit que je suis un raciste ou un fasciste. Aucun. Même à gauche. Aucun. Côté francophone ? On me traite de raciste, de fasciste toutes les semaines. C’est de la diffamation. Ma criminalisation doit arrêter. Parlons du contenu de ma politique. C’est un appel.

“Côté francophone ? On me traite de raciste, de fasciste toutes les semaines.”

“Je sais que l’indépendance de la Flandre n’est pas pour demain”

Pour la campagne 2019, dans le programme N-VA, il y aura trois piliers : le socio-économique, la sécurité et l’identité. Qu’est-ce qui se trouve dans ce concept d’identité ?

Le plus important, c’est le cadre socio-économique. C’est l’axe électoral le plus important pour la population. “It’s the economy, stupid”, comme disait Bill Clinton. Mais le deuxième axe le plus important, c’est l’identité : qui sommes-nous en tant que communauté ? Ce débat est passionnant et a été crucial dans les élections en France, aux Pays-Bas, en Allemagne, au Royaume-Uni. Et il le sera aussi en Italie dans quelques mois. Dans ce débat, la N-VA doit être à l’avant-garde. Ça va être décisif et ce, dans toute l’Europe. Quel cadre de valeurs veut-on défendre ? Il y a l’égalité hommes-femmes, la liberté d’expression, la liberté de la presse, la liberté religieuse, toutes ces valeurs fondamentales qui font partie de notre Constitution et de notre tradition. C’est un débat que le monde politique doit prendre au sérieux. L’extrême droite monte déjà partout en Europe.

Vous parlez de tradition. En Europe, il y a le christianisme. Cela fait-il partie de l’identité que vous voulez défendre ?

L’identité est faite de beaucoup de facettes. Mais il est vrai que nous avons une tradition judéo-chrétienne et gréco-romaine qui fait partie de notre ADN en tant qu’Européens. Je n’ai pas peur de défendre cela. Mais on vit aussi dans un pays sécularisé où l’Eglise s’est retirée du débat politique et c’est très bien comme cela. Je ne veux pas

réintroduire l’Eglise dans une position centrale dans notre société, soyons clairs. Je ne veux pas nier l’histoire de mon peuple, l’histoire de l’Europe. Mais soyons fiers de nos traditions en Europe, qui est le creuset de la démocratie et de la liberté.

L’actualité en Catalogne est violente. Charles Michel a condamné cette violence contre les indépendantistes. Il a été le seul chef de gouvernement (avec la Slovaquie) à avoir pris position. C’était important pour vous ?

C’était super-important pour moi, personnellement. Et c’était super-important aussi pour les centaines de nationalistes flamands présents en Catalogne. C’est à nouveau un acte de courage de la part du Premier ministre. Car tous les autres dirigeants, qui aiment tellement donner des leçons de moralité, étaient restés silencieux : Juncker, Macron, Frans Timmermans (vice-Président de la Commission européenne, Ndlr)... Cette Europe qui donne des leçons tous les jours aux autres pays, sa crédibilité a fort diminué depuis quelques jours et ça continue.

Geert Bourgeois (N-VA), le ministre-Président flamand, a dit qu’il était jaloux des Catalans. Avez-vous envie de voir les flamingants conquérir leur indépendance dans la rue ? Le nationalisme flamand manque de romantisme, non ?

Oui, je suis très fier de voir ce que font les Catalans. Ils appliquent la théorie de la non-violence de Gandhi. Je les connais bien. J’allais chaque année à la Diada, la fête nationale catalane, le 11 septembre, avec Jan Jambon. Mais depuis quelques années, nous devons garder une certaine réserve, vu notre présence dans la majorité fédérale... Mais moi, je

suis un volksnationalist, un nationaliste du peuple. Je suis donc solidaire avec tous les peuples

qui veulent leur autodétermination. Beaucoup sont dans ce cas : les Ecossais, les Basques, les Bretons, les Corses... Surtout des gens de gauche, d’ailleurs.

Le fait que ces mouvements nationalistes soient plutôt de gauche ne vous dérange pas ?

Ça ne m’importe pas. A la N-VA, il y a aussi des hommes de gauche. Jan Peumans, par exemple, le président du Parlement flamand. Le nationalisme n’est pas une idéologie. C’est un principe qui transcende les courants politiques.

Est-ce vous imaginez un jour une Flandre indépendante ?

Oui, bien sûr. L’article 1 des statuts de notre parti est clair. Mais le prochain pas, c’est le confédéralisme et rendre les structures belges plus efficaces et moins chères. Je sais que la Flandre totalement indépendante, ce n’est pas pour demain. Mais bon, je n’ai que 39 ans...

Après 2019, il y a un accord, dit-on dans les coulisses de la N-VA, pour que vous succédiez à Bart De Wever à la présidence du parti après les négociations pour la future majorité fédérale. Qui dit ça ? Pas de commentaire.

“Je suis solidaire avec tous les peuples qui veulent leur autodétermination. Les Ecossais, les Basques, les Bretons, les Corses...”